

MARCHE PUBLIC DE SERVICES
ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
PROCEDURE ADAPTEE



Syndicat Mixte du Bassin de l'Or

Cellule technique

130 chemin des Merles - 34400 LUNEL

Tél. 04 67 22 00 20

secretariat@symbo.fr

**SENSIBILISATION DES SCOLAIRES AU RISQUE INONDATION
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR**

Prestations d'animations pédagogiques

MARCHE N°: symbo-PAPI-02 2018 / 2018000000M00300

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heures limites de réception des offres :

22 novembre 2018 à 16 Heures

Septembre 2018



MARCHE PUBLIC DE SERVICES
ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
PROCEDURE ADAPTEE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	1
1.2 - Etendue de la consultation	1
1.3 - Décomposition de la consultation	1
1.4 – Conditions de participation des concurrents	2
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1 - Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution	2
2.3 - Variantes ou prestations alternatives	3
2.4 - Options et Prestations Supplémentaires Eventuelles	3
2.5 - Délai de validité des offres	3
2.6 - Mode de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
4.1 - Documents à produire	5
4.2 - Complément de pièces demandé au candidat retenu	8
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
5.1 – Critères de jugement	8
5.2 – Négociation	9
5.3 – Suite à donner à la consultation	10
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
6.1 – Transmission sous support papier	11
6.2 – Transmission électronique	12
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
7.1 - Demande de renseignements	12
7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place	12

Article 1: objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la SENSIBILISATION DES SCOLAIRES AU RISQUE INONDATION SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR pour l'année scolaire 2018/2019, reconductible en 2019/2020 et 2020/2021 dans le cadre du PAPI du bassin de l'Or. Elle prévoit la réalisation d'animations scolaires dans les établissements élémentaires du bassin versant de l'Or, afin de sensibiliser les scolaires aux risques d'inondations encourus sur le territoire. Les risques abordés concerneront les phénomènes de débordement des cours d'eau tout autant que la submersion marine, la montée de l'étang de l'Or ou le ruissellement.

La sensibilisation aux risques d'inondation auprès des scolaires du bassin versant de l'Or fait l'objet de l'action 1.5 du PAPI du bassin de l'Or et s'inscrit dans l'axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la prise de conscience du risque.

Les différentes étapes de cette prestation sont les suivantes :

- **Préparer les animations pédagogiques** : planification des animations, prise de contact avec les enseignants, préparation de trames de terrain, formation des animateurs....

- **Réaliser les animations** dans les établissements scolaires (écoles élémentaires) du périmètre du Syndicat du Bassin de l'Or (Symbo) afin de sensibiliser les enfants au risque inondation. L'objectif visé pour la période initiale du marché (année scolaire 2018-2019) est de sensibiliser au maximum une vingtaine de classes de cycle 3, à raison d'1 jour par animation.

Le contenu détaillé des prestations est porté au CCTP .

Lieu(x) d'exécution : Bassin versant de l'étang de l'Or (composé d'un territoire de 32 communes dans le département de l'Hérault).

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il s'agit d'un accord-cadre traité à bons de commande, au sens des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 avec maximum annuel.

Le montant total des commandes pour la durée initiale de l'accord cadre est d'un maximum annuel de 20 000 € TTC. Ces montants seront identiques en cas de reconduction. Toutefois, les montants commandés annuellement seront définis en fonction de la demande des enseignants, des animations retenues et du budget annuel alloué par la collectivité.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Par dérogation à l'article 32 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. Les prestations demandées correspondent à une seule et même mission menée en plusieurs étapes (homogénéité des trames d'animation pédagogique, réalisation des animations, bilan des animations) interdépendantes.

Les prestations ne peuvent être en effet exécutées indépendamment, et selon une méthodologie différente d'une classe à une autre, et nécessitent une coordination globale à l'échelle de l'ensemble du bassin versant de l'étang de l'Or, laquelle ne peut être assurée par le maître d'ouvrage. De plus, il est demandé une évaluation globale de l'ensemble des animations, prestation qui nécessite un pilotage unique.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats se présentent dans les conditions suivantes :

Les candidats doivent se présenter sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la sensibilisation visée par la prestation.

Le pouvoir adjudicateur attend du prestataire qu'il puisse justifier à minima des compétences suivantes :

- Conception et élaboration d'outils pédagogiques simples sur les risques naturels
- Animations auprès du jeune public et/ou des scolaires
- Vulgarisation de données techniques et/ou scientifiques.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution

L'accord cadre est conclu initialement pour **l'année scolaire 2018/2019** en cours, pour une période initiale à compter de la notification du marché jusqu'au 31 août 2019.

Le marché pourra ensuite être reconduit 2 fois par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans sans que ce délai ne puisse en fin excéder la date du 31 août 2021.

Les prestations d'animations pédagogiques pourront donc être reconduites du 1er septembre au 31 août sur les années scolaires 2019/2020 et 2020/2021.

La décision de reconduire ou ne pas reconduire le marché sera prise par le Pouvoir Adjudicateur et notifiée au titulaire dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord cadre ; la reconduction de l'accord cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Si le marché n'est pas reconduit pour la période suivante, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

2.2 - Montant maximum

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum annuel.

Le montant du marché sera issu des prix indiqués par le titulaire au bordereau des prix unitaires inclus au présent dossier de consultation et appliqués aux quantités à réaliser suivant les prestations à tenir mais qui ne sont pas quantifiées à l'avance.

Le montant total des commandes pour la durée initiale de l'accord cadre est d'un maximum annuel de 20 000 € TTC. Ce montant maximum annuel sera identique en cas de reconduction. Toutefois, les montants commandés annuellement seront définis en fonction de la demande des enseignants, des animations retenues et du budget annuel alloué par la collectivité.

Montant annuel des prestations (€TTC)	Année scolaire 2018/2019	Année scolaire 2019/2020	Année scolaire 2020/2021
Montant maximum	20 000 €	20 000€	20 000€

2.3 - Variantes ou prestations alternatives

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Options et Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne prévoit pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

2.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.6 - Mode de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique, et seront financées selon les modalités suivantes : Marché financé par les ressources propres de la Collectivité et par des Subventions.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement de l'accord cadre est le mandat administratif suivi d'un virement.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) pour l'année scolaire 2018/2019.

L'avis d'appel public à la concurrence est diffusé au BOAMP.

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse électronique suivante : http://www.etang-de-l-or.com/marches_emplois.htm .

IMPORTANT : tout candidat qui téléchargera ce dossier de consultation à l'adresse électronique ci-avant **est tenu de le signaler au Symbo et de communiquer ses coordonnées électroniques, par mail avec accusé de réception**, auprès du contact suivant :



130, Chemin des Merles - 34400 Lunel

Flore Imbert-Suchet

Chargée de mission PAPI

email : fimbert@symbo.fr

Tél : 04 67 22 22 72 / 06 01 70 74 93

Cette procédure permettra au pouvoir adjudicateur de joindre le candidat en cas de complément d'information ou de modification du DCE. **Toute offre incomplète due à l'absence de signalement du candidat auprès du Symbo sera automatiquement rejetée par le pouvoir adjudicateur.**

Aucune demande de dossier sur support physique papier n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront transmises par voie électronique à l'ensemble des candidats s'étant identifié par mail auprès du Symbo préalablement au retrait du dossier, et ce au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Dans le cas où les offres des concurrents seraient rédigées dans une autre langue, il est exigé que tous les documents remis dans l'offre soient accompagnés par une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le prestataire s'engagera sur un mémoire technique comme indiqué dans le Règlement de la Consultation en 4-1.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces suivantes, datées et signées par lui:

Pièces de la candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1 ou forme libre) : identification du candidat, objet du marché, nature du groupement, identification des membres du groupement, date et signature ;

- Déclaration du candidat (ou DC2) : En cas de groupement d'entreprises, la lettre de candidature ou équivalent sera signée par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité. Les autres justifications ci-dessus seront fournies par chaque membre du groupement.

➤ **Les renseignements concernant la situation juridique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. Par exemple Kbis ou équivalent pour les associations, et le cas échéant, délégation de pouvoir précisant les montants délégués (si la personne signataire est différente de celle(s) désignée(s) au KBis)
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner, signée ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

➤ **Les renseignements concernant la capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 et 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Copie des attestations d'assurances professionnelles en cours de validité ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

➤ **Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services et des services similaires effectués **au cours des cinq dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

Pour la réalisation de cette mission, il est expressément demandé au candidat de présenter ses compétences et références en termes scientifique et pédagogique dans le domaine de :

- la conception et l'élaboration d'outils pédagogiques sur les risques naturels,
 - l'animation auprès du jeune public et/ou des scolaires,
 - la vulgarisation de données techniques et/ou scientifiques.
- **Brevets et qualifications professionnelles des animateurs** qui interviendront auprès des établissements scolaires (BAFA, BAFD, BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS ou équivalent).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

Le candidat pourra prouver ses capacités par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, co-traitants ou autres, ...) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les entreprises nouvellement créées prouveront par tout moyen qu'elles possèdent les garanties et capacités techniques et les capacités professionnelles requises.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur, en application de l'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (art 52 du CMP 2006-2016), peut décider de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature. Ceci ne constitue qu'une possibilité et non une obligation incombant au pouvoir adjudicateur, qui pourra écarter toute candidature incomplète sans demander au préalable, les pièces manquantes.

Dans le cas où cette disposition serait mise en œuvre, les candidats devront produire les documents concernés dans un délai de 4 jours calendaires maximum décomptés dès le jour de la demande. Les candidats qui n'auront pas complétés leur dossier dans le délai fixé ci-avant ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 48 à 54 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, qui ne sont pas accompagnées des documents exigés par le Code des marchés publics, ou qui ne présentent pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes eu égard à l'objet du marché, ne sont pas admises.

Pièces de l'offre :

L'offre comprendra un projet de marché, composé des pièces contractuelles suivantes, dûment renseignées et signées :

- **L'acte d'engagement (A.E.)** et ses annexes : à compléter par le représentant qualifié des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat daté et signé.

Ce document sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer au marché le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec sa rémunération, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé .

- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** et ses documents annexés : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé

- **le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.)**, dûment rempli pour la période initiale du marché, daté et signé par le représentant qualifié des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat

- **le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)**, dûment rempli, daté et signé par le représentant qualifié des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.

- **Un mémoire technique daté et signé** dans lequel le candidat donnera les éléments suivants: Les candidats doivent démontrer une **expertise pédagogique dans la sensibilisation et la culture du risque d'inondation**. Le **mémoire technique** décrira la démarche et les ressources que le prestataire compte mettre en oeuvre afin de mener à bien la prestation. Il comportera :

1. Une note méthodologique décrivant de façon détaillée la méthode proposée et explicitée que le candidat compte suivre pour préparer et assurer les animations. Elle vise notamment à développer et à justifier les méthodes de réalisation de la prestation, les moyens humains et ressources mobilisés, les méthodes de traitement et d'analyses... Pour chaque partie de la mission, ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat concernant la méthodologie et l'approche technique et pédagogique proposées pour mener à bien la mission : méthode de travail, échanges avec le Maître d'Ouvrage, contacts avec les enseignants, organisation des interventions, calendrier prévisionnel...

Le mémoire technique proposera une trame d'animation auprès des scolaires (classe CM1/CM2) respectant les spécifications portées dans le CCTP.

2. Une note sur l'organisation du prestataire et/ou groupement et les qualifications des intervenants affectés à la mission :

Ce document décrira :

- **les moyens techniques et humains** mis en oeuvre pour la réalisation de la prestation : **interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage** (désignation nominative d'un Responsable/Chef de Projet et son CV); Organisation de l'équipe de projet et identification nominative de la composition de l'équipe qui sera en charge des animations, avec indication des titres d'études et professionnels de chaque animateur, et en joignant leur **curriculum vitae** respectif.

- **L'organisation mise en place** en précisant le rôle de chaque intervenant, la répartition des tâches prévues entre les membres de l'équipe pour l'exécution de la mission (y compris les éventuels sous-traitants que le candidat envisage de proposer au pouvoir adjudicateur après conclusion du marché).

Le candidat s'engagera sur l'affectation des intervenants proposés aux rôles et tâches définies dans son offre. L'équipe ne devra pas être modifiée durant toute la durée de l'étude.

- **Les moyens matériels** (véhicules de type utilitaire pouvant transporter la maquette, matériels divers, outils pédagogiques, moyens d'entretien et lieu de stockage de la maquette, ...) Les moyens et supports pédagogiques utilisés dans le cadre des animations proposées seront décrits (maquettes, livrets, vidéos, expositions...).

3. Les références pour des prestations similaires, avec exemples de rendu et certificat de capacité associés
4. Une attestation d'assurance responsabilité civile.
5. L'agrément de l'Education Nationale. Cet agrément est obligatoire sous peine de rejet de votre offre.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli unique contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

4.2 - Complément de pièces demandé au candidat retenu

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord cadre produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces visées à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (URSSAF, Impôts) ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail ;
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord cadre ne lui soit attribué.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 – Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Ce jugement donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties financières
Capacités techniques et professionnelles

Conformément à l'article 62 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sera retenue, **l'offre économiquement la plus avantageuse** appréciée en fonction des critères et, le cas échéant, des sous-critères de sélection suivants :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique de l'offre	60%
Qualité technique de la note méthodologique	20%
Trame d'animation proposée	10%
Profil et organisation de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation	20%
Moyens matériels et supports pédagogiques	10%
2-Prix des prestations	40%

Chaque critère fera l'objet d'une note sur 20 à laquelle sera appliquée la pondération ci-dessus.

Les critères intervenant pour la sélection des offres sont :

Critère n° 1 : Valeur technique de l'offre (60%) :

La valeur technique de l'offre sera évaluée sur un total de 60 points. Cette note sera jugée au vu du mémoire technique obligatoire du candidat décrivant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la mission du marché, et selon les sous critères de jugement définis et notés comme suit :

- qualité technique de la note méthodologique (méthodes de travail, organisation des interventions, objectifs pédagogiques visés,...), notée sur 20 points,
- trame d'animation proposée, notée sur 10 points,
- profil et organisation de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation, notée sur 20 points,
- Moyens matériels et supports pédagogiques (véhicules de type utilitaire pouvant transporter la maquette, matériels divers, outils pédagogiques, entretien et stockage de la maquette, ...), notés sur 10 points

La note « valeur technique de l'offre » sera la somme des notes des 3 sous critères, soit une note N1 de 60 points maximum.

Critère n° 2 : Prix des prestations (40%) :

Le prix des prestations sera noté par une note N2 totale de 40 points maximum, calculée sur la base du montant total en € TTC figurant au DQE pour la période initiale du marché.

L'offre la moins-disante obtiendra la note maximale soit 40 points. Les notes des autres candidats seront obtenues par comparaison à l'offre moins-disante.

En cas d'offre financièrement jugée anormalement basse (article 60 du décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ou incomplète, le pouvoir adjudicateur aura la faculté de se faire communiquer et préciser les éléments qu'il juge utile en vérifiant les justifications fournies lors de la phase d'analyse des offres.

Note globale :

La note globale sera calculée sur 100 points selon la formule suivante : Note globale = N1 + N2, et ramenée sur 20.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 – Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se laisse la possibilité de négocier les offres dans toutes leurs composantes.

Les négociations seront au minimum menées avec les deux candidats ayant remis les offres économiquement les plus avantageuses, et ce quel que soit les écarts constatés entre elles.

Les offres irrégulières ou inacceptables, au sens de l'article 59 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pourront être négociées. Les offres inappropriées, au sens de l'article 59 du même décret, ne seront en aucun cas négociées.

Il est néanmoins rappelé que la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de ne pas procéder à des négociations et d'attribuer l'accord-cadre directement sur la base des offres initiales sans négociation.

5.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations visés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés public et rappelés à l'article 4.2 du présent RC.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre **obligatoirement sous forme papier**, avec une copie en version numérique (CDrom ou clé USB), sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**SENSIBILISATION DES SCOLAIRES AU RISQUE INONDATION SUR LE BASSIN VERSANT DE
L'ETANG DE L'OR
Prestations d'animations scolaires**

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une même enveloppe les pièces de la candidature et les pièces de l'offre telles que définies à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Les offres doivent être adressées par tout moyen permettant de déterminer de manière précise la date et l'heure de réception et de garantir leur confidentialité :



Envoi par voie postale (par envoi recommandé avec accusé de réception), à l'adresse suivante : **Symbo (Syndicat mixte du bassin de l'Or)**
130, Chemin des Merles
34 400 LUNEL



Dépôt des offres en main propre à l'accueil du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or contre récépissé : **De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures**
Symbo (Syndicat mixte du bassin de l'Or)
130, Chemin des Merles
34 400 LUNEL

La date limite de réception des offres est fixée au

22 novembre 2018 à 16h00.

Les plis qui seraient remis hors délais ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

6.2 – Transmission électronique

La transmission par voie électronique n'est pas autorisée pour cette consultation.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite **par mail** à :

Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or
130, Chemin des Merles
34400 Lunel

Mme Flore Imbert-Suchet Tél : 04 67 22 22 72 / 06 01 70 74 93 email : fimbert@symbo.fr

Une réponse écrite sera alors adressée, **par courrier électronique**, à toutes les entreprises s'étant identifiées auprès du Maître d'Ouvrage dans le cadre du retrait du dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Il n'est pas organisé de visite sur sites par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente consultation.

Il est néanmoins fortement recommandé aux candidats de réaliser une visite de terrain préalable à la remise de l'offre, pour se rendre compte des caractéristiques géographiques, morphologiques ou encore environnementales du bassin versant de l'étang de l'Or.

Le candidat est réputé, par le fait d'avoir remis son offre, avoir pris pleinement connaissance du projet dans l'état actuel de son avancement, et de l'ensemble de ses composantes (connaissance des lieux en particulier).

7.3 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER
6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER CEDEX 2
Tel : 0467548100
Fax : 0467548156
courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

A Le.....

Lu et accepté sans aucune modification,

Signature et cachet de l'entreprise